



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2979  
5 septembre 2025  
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
d'Arlette Laguiller

# Lutter, seule façon de se faire entendre!



## **Gaza**

**La guerre à outrance de Netanyahu**

Page 6

## **Éducation**

**Une pénurie assumée**

Page 5

## **Arrêts maladie**

**Le gouvernement nuit à la santé**

Page 5

**Leur société**

- Medef: le patronat dicte sa loi 3
- Des partis au garde-à-vous 3
- Appels syndicaux: non sans arrière-pensée 4
- PS: l'opposition de Sa Majesté 4
- RN: faible avec les forts, fort avec les faibles 4
- Arrêts maladie: le gouvernement nuit à la santé 5
- Cotisations patronales: toujours plus d'exonérations 5
- Rentrée scolaire: pénurie assumée 5
- Mayotte: Valls, une tournée de caporal 8
- Sages-femmes en lutte 8
- Prisons pour mineurs: une jeunesse brisée 8
- Inflation: une baisse en trompe-l'œil 9
- Nestlé: éthique en toc 9

**Dans le monde**

- Gaza: la guerre à outrance 6
- Le projet monstrueux de Trump 6
- Chine: face à Trump, le grand spectacle de Xi Jinping 7
- Inde: la traque des immigrés et des musulmans 7
- Grande-Bretagne: les migrants pris comme boucs émissaires 12
- Migrants: les dirigeants européens naufrageurs 12

**Dans les entreprises**

- Barre Thomas - Rennes: la dictature des trust 9
- Astemo - Angers: gagnant-gagnant... pour le patron! 9
- Saint-Gobain PAM: une journée de grève massive 10
- Hôpital de la Croix-Rousse Lyon: saignés à blanc 10
- Vers la médecine de guerre? 10
- SNCF - Paris Saint-Lazare: protestation réussie 11
- Thales Alenia Space - Toulouse: ils nous rendent malades 11

**Agenda**

- Meeting à Paris 3
- Un stand Lutte ouvrière à la fête de l'Humanité 12

# Seuls ceux qui lutteront se feront entendre!

Pour nous faire accepter toujours plus de sacrifices, Bayrou se répand dans les médias pour expliquer qu'avec 3 300 milliards de dettes le pays serait au bord de la faillite.

Puisqu'il est question de gros sous, rappelons quelques vérités! Oui, la dette a explosé entre 2017 et aujourd'hui. Mais, en 2017, il y avait 39 milliardaires et ils sont 145 aujourd'hui. Quant à la fortune des 500 plus riches, elle a doublé, atteignant un total cumulé de 1 100 milliards d'euros.

Les caisses publiques se sont vidées et les coffres-forts de la grande bourgeoisie se sont remplis, et ce n'est pas un hasard du calendrier!

Non contents de prospérer en exploitant les travailleurs, les grands actionnaires ont siphonné les caisses de l'État avec la complicité de Macron et de ses gouvernements successifs. Les aides de l'État au patronat sont estimées à plus de 211 milliards d'euros par an. Et celles-ci ne se sont pas transformées en augmentations de salaires, en embauches ou en investissements!

Les caisses de l'État ont été vidées pour remplir celles du grand patronat, des financiers et des grands actionnaires au lieu de financer les hôpitaux ou l'éducation. C'est déjà révoltant mais quand, en plus, un Premier ministre vient nous expliquer que les travailleurs sont responsables parce qu'ils ne travaillent pas assez, les malades parce qu'ils se soignent trop, les chômeurs parce qu'ils ne trouvent pas de travail assez vite et les retraités

« boomers » parce qu'ils ont vécu la belle vie, c'est tout simplement insupportable!

Ces attaques ne s'arrêteront pas quand Bayrou débarrassera le plancher, ni même quand Macron partira, car cette guerre sociale est la condition d'existence de la grande bourgeoisie. Elle l'est d'autant plus que les capitalistes sont confrontés à une concurrence et à une guerre économique de plus en plus féroces à l'échelle du monde.

Pour ses profits, ses marchés et sa domination, la classe capitaliste est capable de nous tuer au travail et de détruire l'environnement. Elle est aussi en train de nous embarquer dans une nouvelle guerre mondiale, qu'elle prépare intensément. Tous les partis qui s'apprêtent à renverser Bayrou et prétendent proposer un budget plus juste s'ils arrivent au pouvoir, PCF, LFI, PS ou RN, sont d'ailleurs d'accord pour dilapider des milliards en Rafale, en sous-marins de combat ou en

chars d'assaut. Au-delà de la suppression de deux jours fériés, bien d'autres menaces pèsent sur nous.

Il n'y a pourtant aucune raison de se résigner à cet avenir de plus en plus barbare. La crise économique, politique et morale dans laquelle la société s'enfonce est de la responsabilité exclusive d'une classe, la bourgeoisie. Eh bien, il faut la combattre en s'opposant à ses attaques, à son pouvoir et à son système, c'est-à-dire viser à son renversement! C'est dans cette perspective que les travailleurs doivent retrouver le chemin de la lutte collective, et cette rentrée nous offre l'occasion d'en discuter largement.

Des travailleurs ont décidé de profiter de l'appel à se mobiliser le 10 septembre, lancé sur les réseaux sociaux, pour exprimer leur colère, même si beaucoup se méfient, à raison, des récupérations. Car il ne s'agit pas de tirer les marrons du feu pour des politiciens qui n'aspirent qu'à prendre la place de Bayrou pour taper eux aussi sur les travailleurs.

De leur côté, les confédérations syndicales, qui craignent comme la peste les mobilisations qui

leur échappent, n'ont pas appelé nationalement au 10 septembre et ont décidé de le faire pour le 18. Elles créent ainsi un facteur d'hésitation et de division supplémentaire et montrent, une fois de plus, qu'elles ne sont pas prêtes à s'engager dans un combat déterminé pour défendre les intérêts vitaux

des travailleurs. Elles ne méritent pas plus notre confiance que les politiciens.

Mais rien de cela ne doit conduire les travailleurs à rester spectateurs. Au contraire, il nous faut agir en nous donnant les moyens de contrôler notre lutte en la dirigeant nous-mêmes. Ce sera possible si nous organisons nos propres comités de lutte permettant à tous les travailleurs, syndiqués ou non, de définir collectivement leurs revendications et de choisir leurs représentants, leur stratégie et leurs actions.

Une chose est sûre: seuls ceux qui lutteront pourront espérer se faire entendre. Et pour cela les travailleurs possèdent une arme bien plus puissante que toutes les pétitions en ligne, les boycotts et les blocages: celle de la grève. C'est cette force collective que le grand patronat craint et c'est cette force que la classe ouvrière doit redécouvrir pour partir au combat.

Nathalie Arthaud



## Medef: le patronat dicte sa loi

Les Rencontres des entrepreneurs de France se sont tenues les 27 et 28 août. Les représentants du grand patronat en ont profité pour dérouler à nouveau la liste de leurs exigences.

Patrick Martin, dirigeant du Medef, l'a dit devant les siens et répété dans la presse : selon lui, la situation des finances publiques est grave et le gouvernement a raison d'exiger que tout le monde prenne ses responsabilités et se serre la ceinture. Tout le monde, sauf les patrons bien entendu : Martin veut bien qu'on s'interroge sur le nombre élevé de dispositifs d'aides aux entreprises, 2 200 d'après la commission sénatoriale

qui s'est penchée sur le sujet. Mais c'est pour insister sur le fait qu'il n'est pas question d'en supprimer un seul milliard, au contraire. Le Medef veut bien « simplifier les dispositifs » voire même en effacer, à condition qu'ils soient remplacés par « une baisse équivalente de la fiscalité ».

Le patron du Medef l'assure : « Charger encore notre barque au nom d'on ne sait quelle justice, ce serait une folie » et d'ailleurs, dans ce

cas, « tout le patrimoine et les talents » – c'est ainsi que Martin appelle les millionnaires – fuiraient immédiatement le pays. Le même s'indigne que le plan Bayrou soit si mal accueilli et que « chacun pense que ce n'est pas à lui de payer » !

Le grand patronat sait parfaitement que la dette de l'État se creuse d'autant plus qu'elle lui profite. Il sait aussi qui faire payer pour maintenir et accroître ses profits. C'est d'ailleurs ce qu'exprime le rapport du Forum économique, un cercle de réflexion patronal lié au Medef, qui prétend « redresser le pays ». Alors



que Bayrou parle d'économiser 44 milliards d'euros, le rapport propose que ce soit 230 milliards ! Pour économiser, il prétend tailler dans le vif et supprimer 1,5 million d'emplois dans la fonction publique. Quant à faire travailler plus, il faudrait rajouter chaque année

des centaines d'heures de travail supplémentaires obligatoires.

Le patronat a donc d'ores et déjà sa feuille de route prête pour le successeur de Bayrou. Pour y survivre, les travailleurs doivent avoir la leur.

Nadia Cantale

## Des partis au garde-à-vous



Le débat organisé par le Medef le 28 août avait tout du casting entre prétendants à la succession de Bayrou.

Pendant une heure et demie, Bompard (LFI), Bardella (RN), Tondelier (Les Écologistes), Roussel (PCF), Retailleau (LR) et Attal (Renaissance) ont rivalisé de propositions devant un parterre de patrons. Le PS était absent, officiellement occupé par sa propre université d'été, et plus probablement pour

marquer sa différence en présentant un « contre-budget » prêt à l'emploi.

Dans ce débat, chacun a joué son rôle. Retailleau s'est fait applaudir en dénonçant les taxes et les normes, de même qu'Attal qui s'est vanté du bilan de Macron, notamment en matière de baisses d'impôts sur les sociétés.

Comme eux, Bardella a fustigé le poids des dépenses publiques et promis de nouvelles baisses d'impôts aux entreprises.

Du côté de la gauche, Tondelier a récolté quelques huées lorsqu'elle a évoqué les 200 milliards d'aides annuelles aux entreprises, mais elle s'est vite rattrapée en disant : « je suis venue pour vous tendre la main » car, à force de tirer sur la corde, « ça va faire des grèves et des mouvements sociaux ». Bompard pour LFI a dit son opposition au plan Bayrou et au prochain budget mais, devant cet auditoire choisi, il s'est bien gardé de la moindre allusion aux mobilisations contre ces attaques prévues en septembre : comme les autres, il voulait convaincre que la gauche au pouvoir serait responsable et gèrerait mieux l'économie capitaliste que les dirigeants actuels. Il a bien critiqué lui aussi les aides aux entreprises,

de même que Roussel, mais pour les « conditionner » et non pour les supprimer. Qui contrôlerait le respect des engagements des patrons si les aides étaient conditionnées ? Mystère ! Et si Roussel a évoqué la nécessité d'indexer les salaires sur l'inflation, il n'a pas dit comment l'imposer aux patrons.

En fait, tous les participants partageaient la même idée de base : riches et pauvres, patrons et travailleurs, seraient tous dans le même bateau. « Nous ne produisons pas de richesses sans salariés, sans chefs d'entreprise, sans investissement, sans capitaux et sans investissement public », a ainsi expliqué Roussel, comme si patrons et travailleurs collaboraient pour un objectif commun, alors que les premiers vivent du travail des seconds. Il était difficile de voir une différence entre Bardella, pour qui « les Français doivent rester

propriétaires de leur pays », et Bompard dénonçant les entreprises pharmaceutiques « pas forcément françaises » qui facturent trop cher les traitements anticancéreux à la Sécurité sociale.

Alors qu'il n'y a jamais eu en France autant de milliardaires et que les grandes entreprises font des centaines de milliards d'euros de profits, tous partagent l'idée que le pays va mal et que l'État doit relancer l'économie. Bien sûr, il n'a jamais été question dans ce débat de mettre les capitalistes à contribution, ni de remettre en cause le droit des patrons d'exploiter, de licencier et de bloquer les salaires. Le mot « profit » n'a tout simplement pas été prononcé. Les patrons qui ont assisté à ce spectacle ont pu vérifier en direct qu'ils disposent de gestionnaires de rechange et seront bien servis, quelle que soit l'issue des péripéties parlementaires.

Claire Dunois

## Meeting à Paris

Samedi 27 septembre à 15 heures

Avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>  
Métro Maubert-Mutualité - Entrée libre



## Appels syndicaux : non sans arrière-pensée

Le 29 août, les directions de tous les syndicats de salariés réunis en intersyndicale ont décidé d'une journée de mobilisation, « voire de grèves » le 18 septembre. Leur préoccupation première était visiblement de se démarquer de l'appel à la journée du 10.

Ce qui les préoccupe n'est pas tant l'idée de « tout bloquer » le 10, l'appel à ne pas consommer ou autre proposition, ni le fait qu'il soit issu des réseaux sociaux – la CGT a bien trouvé le moyen de lancer une simple pétition en ligne cet été contre le projet de budget – ni que cet appel émane de gens « nébuleux » comme le dit la secrétaire de la CGT Binet. Mais les directions syndicales n'admettent pas qu'une mobilisation naisse en dehors d'elles et surtout l'idée que des travailleurs puissent s'organiser et agir en dehors de leur contrôle.

Cet appel à la journée du 18 septembre est donc de la part des dirigeants syndicaux avant tout un contre-feu. Car après les annonces de Bayrou en juillet, on les avait très peu entendus. Et

ni les uns, ni les autres ne se sont montrés vraiment préoccupés de préparer les travailleurs à riposter contre ces attaques.

La CFDT avait même décidé d'inviter Bayrou en personne à son université d'été. Ses dirigeants expriment leur méfiance vis-à-vis d'initiatives leur échappant mais, en revanche, ils trouvent normal de discuter avec les ennemis avérés du monde du travail. Il s'agit de maintenir l'illusion que grâce à eux, des compromis avec les gouvernants et les patrons peuvent être trouvés.

La CGT, elle, s'était contentée de la pétition intersyndicale contre le budget. Comme si cela pouvait suffire à faire reculer un gouvernement, sur un sujet aussi important que les milliards arrachés aux poches des travailleurs

pour être redistribués aux capitalistes ! Les syndicats Solidaires aussi, après les annonces de Bayrou, ont mis en avant cette pétition. En juillet, leur prétendu radicalisme n'est pas allé au-delà de cette initiative et d'une vague idée de mobilisation en octobre face au budget Bayrou.

Ces dirigeants syndicaux ne méritent aucune confiance de la part des travailleurs. Ceux-ci devront s'en méfier car ils ne leur proposent que des voies de garage, tout comme ils devront se méfier des politiciens qui s'autoproclament leurs représentants. Ils voudraient que les travailleurs fassent tout tourner dans la société sans décider de rien, même pas de leurs propres luttes. Au contraire, pour ne pas être le jouet des uns ou des autres, les travailleurs devront prendre eux-mêmes leur sort en main et décider de tout, de leurs revendications, de leurs luttes, de leurs formes d'organisation.

Marion Ajar



## RN : faible avec les forts, fort avec les faibles

Les ténors du RN, à l'instar des autres partis de gouvernement, de toute la presse, des experts économiques, se disent atterrés par le montant de la dette publique et proposent des mesures pour y remédier.

Bardella l'a répété devant l'assemblée du Medef : il ne compte pas toucher au grand capital. Au contraire même, un gouvernement RN faciliterait encore les affaires des milliardaires, restructurations, licenciements, épuisement au travail, accidents, sous-traitance et ravages écologiques compris.

En revanche, il réduirait ce qu'il appelle les « bureaucraties à l'hôpital et dans l'enseignement » et s'en prendrait aux fraudes fiscales et sociales. C'est ce que font les gouvernements depuis des années en détruisant les services publics et en faisant la chasse aux mères célibataires qui vivent en couple comme aux chômeurs qui n'ont pas répondu assez vite à un questionnaire. Sur ce terrain, Le Pen se borne à vouloir être à Macron ce que ce dernier fut à Hollande : la suite, en pire.

Pour se distinguer et prétendre faire ce que les autres partis n'ont pas fait, il ne reste au RN que les glapissements contre les étrangers. Un de ses porte-parole, Julien Odoul, a par exemple affirmé : « Les Français font des efforts, les migrants et les étrangers, jamais. » Et Le Pen elle-même de citer des « études prouvant » que l'immigration coûterait des dizaines de milliards au pays.

Il est pourtant patent que les postes les plus durs dans l'industrie, le bâtiment, les abattoirs et les services sont tenus par des immigrés et des enfants d'immigrés, que les hôpitaux, les Ehpad, les services à la personne, etc., ne fonctionneraient pas sans leur présence, qu'on ne cuirait pas un poulet, qu'on ne vendrait pas une grappe, qu'on ne referait pas une rue sans ces travailleurs venus de partout dans le monde.

Ce n'est pas que les Le Pen, Bardella et consorts l'ignoraient. Leurs mensonges sont politiques. Il s'agit d'abord de mettre en avant la prétendue solution qui consiste à prendre à une partie des travailleurs pour promettre à l'autre que cela ira mieux pour elle. Ils veulent aussi dédouaner le grand patronat de toute responsabilité en tenant les étrangers pour responsables de tous les malheurs sociaux. Il leur faut enfin participer au désarmement moral de la classe ouvrière en poussant à sa division suivant l'origine et la religion.

La servilité de Bardella devant le Medef et la bêtise haineuse d'Odoul à l'encontre des travailleurs relèvent d'un même acte de candidature pour l'emploi de garde-chiourme au service du grand capital.

Paul Galois



Les représentants des syndicats appelant au 18 septembre.

## PS : l'opposition de sa Majesté

Pour répondre à la très probable chute du gouvernement Bayrou, le Parti socialiste pose sa candidature au poste de Premier ministre. Ainsi le PS serait un recours pour Macron et garantirait la stabilité, éviterait une dissolution de l'Assemblée qui accessoirement créerait un risque pour ses 66 sièges de député.

Le 30 août, le PS a donc présenté un contre-budget qui limiterait la ponction à 21,7 milliards au lieu des 43,8 du plan Bayrou. Pour y parvenir, il fixe à un peu plus de 30 milliards d'euros

la somme à récupérer sur les riches et les entreprises. Cela inclurait la mise en place de la taxe Zucman de 2 % sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros, une hausse de la fiscalité sur les dividendes, la multiplication par deux de la taxe sur les Gafam, Google et autres multinationales du numérique. Les aides aux entreprises seraient un peu réduites.

Le PS précise qu'il ne s'agit pas d'un plan « d'affreux gauchistes » selon ses termes. On s'en serait douté et, en effet, les fortunes

ne seraient même pas écornées.

Il s'agit donc, au moment où le Parti socialiste assure qu'il ne votera pas la confiance au gouvernement Bayrou, d'affirmer que cette opposition est celle d'un parti responsable, prêt à exercer le pouvoir politique en respectant celui que le patronat exerce sur l'économie et, au fond, de tendre une main secourable à Macron. Mardi 2 septembre au soir, des macronistes appelaient à la saisir...

Inès Rabah

## Arrêts maladie : le gouvernement nuit à la santé

Dans sa volonté de récupérer des milliards d'euros aux dépens des travailleurs, le gouvernement a annoncé, le 25 août, un plan de 5,5 milliards d'euros d'économies dans la santé.

Dans ce plan, le plafond des franchises médicales doublerait, passant de 50 à 100 euros par assuré, la prise en charge des affections longue durée serait limitée, des emplois dans les hôpitaux seraient supprimés. En outre le droit des salariés aux arrêts maladie serait limité.

Ainsi le nombre de jours non remboursés serait augmenté et une campagne dénonçant l'« explosion des arrêts maladie » a été lancée. Elle vise les salariés accusés de frauder et les médecins qui leur prescrivent les arrêts.

Au 1<sup>er</sup> septembre, l'Assurance maladie met ainsi sous surveillance 500 médecins, accusés d'être trop généreux dans leur délivrance d'arrêts maladie et les obligeant à réduire leur prescription de 20

à 30%. En cas de refus de ce « contrat d'objectif » – ce que préconisent les syndicats de médecins – les prescriptions d'arrêts seront soumises à l'accord préalable de l'Assurance maladie.

En réalité, si le montant des indemnités journalières progresse, selon les chiffres du gouvernement, cela s'explique en grande partie par l'augmentation de la population active et son vieillissement, en particulier par le recul de l'âge de départ en retraite. Et les médecins constatent aussi chez leurs patients les conséquences de la dégradation des conditions de travail.

Ainsi, le président du syndicat de médecins MG de Moselle dénonce : « Pourquoi cible-t-on les prescripteurs et non pas les responsables qui conduisent à un arrêt de

travail, je pense à certaines entreprises où les conditions de travail sont vraiment dégradées et/ou le management est parfois brutal. C'est dans cette direction que les autorités devraient aussi regarder. » Une porte-parole du collectif Médecins pour demain en Lorraine confirme : « Nous avons des patients qui se présentent avec des pathologies de plus en plus lourdes, nous avons beaucoup de troubles musculo-squelettiques, nous avons beaucoup de troubles psychologiques, donc il faut pouvoir gérer tout cela correctement. »

Non seulement le gouvernement refuse de reconnaître la responsabilité patronale, mais Bayrou a confirmé qu'il ne reviendra pas sur les milliards d'exonérations de cotisations maladie dont ceux-ci bénéficient. La santé des profits passe avant celle des travailleurs.

Christian Bernac

## Cotisations patronales : toujours plus d'exonérations

Le gouvernement actuel, bien que sur la sellette, planche sur un décret concernant les exonérations de cotisations patronales.

Celles-ci, selon ce projet de décret que détaille le journal *Les Echos*, représentent un manque à gagner de près de 80 milliards d'euros pour la Sécurité sociale.

Si l'État compense – jamais complètement, rappelons-le – ce sont en tout cas des cotisations que les patrons ne paient pas et font payer à la collectivité. Ces cotisations patronales sont du salaire différé, c'est-à-dire la part du

salaire que les patrons sont censés verser aux caisses de la Sécurité sociale, au lieu de la verser directement aux travailleurs. Par conséquent, les baisser équivaut tout simplement à baisser les salaires.

D'après ce projet de décret, en 2026, les patrons devraient être davantage aidés pour les salaires compris entre 1,4 et 1,8 smic, mais aussi pour ceux compris entre 2,2 et 2,8 smic environ.

Les 27 et 28 août durant la réunion de rentrée du Medef, pour répondre à l'impatience des patrons, le ministre de l'Économie, Éric Lombard, a qualifié les allègements de charges d'« extrêmement importants ». Ceux-ci souhaiteraient donc que ce décret soit publié le plus vite possible.

Le patronat sait cependant qu'il n'a rien à craindre d'un changement de gouvernement. Ces aides au patronat existent depuis plus de trente ans et elles n'ont cessé d'augmenter. Depuis, la propagande patronale relayée par les gouvernements successifs n'a pas changé : le problème serait ce que les patrons appellent le « coût du travail », et le baisser serait indispensable pour faire reculer le chômage. Or force est de constater que le chômage n'a pas reculé.

Le travail des ouvriers, techniciens, et autres, ne « coûte » pas, il est au contraire la source de toutes les richesses. Ce qui coûte à la société, c'est le parasitisme du grand patronat.

Aline Retesse



## Rentrée scolaire : pénurie assumée

Mercredi 3 septembre, plusieurs établissements scolaires étaient en grève contre le manque de moyens et de postes.

La ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne, a reconnu qu'il manquait 2 500 postes d'enseignants à temps plein dans les collèges et les lycées. Et de s'empresser de préciser que cela ne représente que 0,7% des heures d'enseignement.

En réalité, les chiffres de Borne, identiques à ceux de l'année dernière, signifient qu'il manque au moins un professeur dans plus de la moitié des établissements du second degré, selon les données du syndicat majoritaire, le SNES-FSU, pour l'année 2024-2025. Les chiffres masquent aussi l'existence d'une valse des remplaçants, y compris dans les écoles primaires : une classe de maternelle dans l'académie de Rouen a vu se succéder pas moins de treize enseignants au cours de l'année dernière. Le ministère veut pouvoir dire qu'il met quelqu'un devant les élèves. Qu'ils puissent apprendre quelque chose est encore une autre histoire.

Ensuite, la pénurie ne se limite pas à celle des enseignants. Elle concerne aussi les AESH, qui accompagnent les 519 000 élèves en situation de handicap. Faute de moyens, ces derniers ne bénéficient que d'une partie des heures

d'accompagnement personnalisé auxquelles ils ont pourtant droit. Il manque également du personnel médical dans des proportions dramatiques. En 2022, il n'y avait que 900 médecins et 9 300 infirmières scolaires pour 12 millions d'élèves, et de nombreux postes ne sont pas pourvus, vu les conditions de travail. Les établissements où il n'y a aucune présence médicale pour gérer les urgences ou les problèmes de santé des enfants et des adolescents ne sont pas rares. Là où il y a une présence, c'est pour s'occuper de milliers d'élèves. Les chiffres de la ministre ne disent rien non plus des locaux exigus ni des classes surchargées : 70% des collèges et lycées comptent des classes avec plus de 30 élèves. Et la situation nécessiterait un plus grand nombre d'agents d'entretien.

Cette pénurie n'est pas nouvelle. Elle ne s'explique pas, contrairement aux affirmations de Borne, par une crise du recrutement, ni par l'évolution démographique. Elle est une conséquence des politiques d'économies et de suppressions de postes menées depuis des années par tous les gouvernements.

Camille Paglieri



## Gaza : la guerre à outrance

Depuis que le gouvernement de Netanyahu a donné son feu vert, le 20 août, à une nouvelle offensive militaire pour prendre le contrôle de Gaza-ville, le nombre et l'intensité des bombardements israéliens, menés jour et nuit, se sont accrus sur cette zone, faisant des dizaines de victimes tous les jours parmi les Palestiniens.

Dans un communiqué publié vendredi 29 août, l'armée israélienne a annoncé que les pauses établies depuis plusieurs semaines pour la distribution de l'aide humanitaire ne s'appliqueraient plus dans la zone de la ville de Gaza, qualifiée de « zone de combat dangereuse ». Ces prétendues pauses n'empêchaient pas les Palestiniens de continuer de mourir sous les bombes et les balles israéliennes.

Les autorités israéliennes prétendent avoir allégé le blocus de la bande de Gaza, mais en réalité celui-ci se poursuit : seuls 500 camions d'aide humanitaire seraient rentrés, en cinq jours, du 26 au 30 août, alors qu'il en faudrait 600 par jour selon les ONG. Conséquence de ces restrictions, la famine a déjà provoqué la mort de 361 personnes. D'après le ministère de la Santé de Gaza, 43 000 enfants de moins de cinq ans et plus de 55 000 femmes enceintes et

allaitantes souffrent de malnutrition. Depuis le début de la guerre, après le 7 octobre 2023, plus de 63 000 Palestiniens ont été tués, en majorité des civils.

La nouvelle offensive en préparation va encore aggraver ce bilan dans une zone où survivent plus d'un million de personnes dans des conditions extrêmement précaires. Après avoir fui devant l'avancée des troupes israéliennes, beaucoup de Palestiniens étaient revenus dans la ville de Gaza, profitant de la trêve conclue fin janvier 2025. Depuis plusieurs semaines, on assiste à nouveau à l'exode vers le sud de milliers de femmes et d'hommes.

L'état-major israélien a commencé à augmenter les effectifs militaires à Gaza. Depuis le 2 septembre, les ordres de mobilisation sont envoyés à 60 000 réservistes. La majorité sera envoyée en Cisjordanie, au Liban et en Syrie relever des conscrits qui rejoindront les 70 000 soldats

déjà engagés à Gaza. Les autorités militaires ont décidé d'envoyer se battre de jeunes recrues, tout juste majeures, et qui n'ont de toute façon pas le choix puisqu'elles font leur service, plutôt que des réservistes, plus âgés, plus critiques aussi et qui, pour certains, vont abandonner pour la cinquième fois en moins de deux ans leur famille et leur travail.

Les combats ont déjà commencé dans le quartier de Zeitoun, près du centre de la ville de Gaza. C'est la septième fois que l'armée israélienne revient dans cette zone, sans être parvenue à « éradiquer le Hamas », malgré les proclamations de Netanyahu. Au contraire, il est probable que le Hamas a trouvé de nouveaux combattants parmi les Palestiniens désespérés et enrégés après avoir vu leurs proches mourir sous les bombes israéliennes.

C'est une guerre sans fin et sans perspective dans laquelle Netanyahu a engagé sa population. Les dirigeants de l'armée le reconnaissent eux-mêmes. Un document interne, censé rester confidentiel et qui vient d'être rendu partiellement public par une chaîne de télévision israélienne, juge que, lors



Lors d'une distribution de nourriture à Khan Younes, le 27 août.

de l'opération Les chariots de Gédéon lancée en mars, « Israël a fait toutes les erreurs possibles et imaginables » et qu'aucun des objectifs n'a été atteint.

Au sein de la société israélienne, la poursuite de la guerre à Gaza suscite une opposition de plus en plus importante. De nombreux réservistes ne répondent plus à leur convocation. Des dizaines de milliers de personnes manifestent chaque semaine dans de nombreuses villes du pays. Alors que la rentrée scolaire a eu lieu le 1<sup>er</sup> septembre, les élèves de dizaines de lycées – 45 selon le journal *Haaretz* – ont organisé une journée de grève et de manifestations, réclamant un accord de cessez-le-feu et pour mettre fin à la guerre et

permettre la libération des otages encore détenus à Gaza. Des lycéens bloquant une autoroute près de Tel-Aviv brandissaient une banderole sur laquelle on pouvait lire : « Nous n'apprendrons pas à vivre avec ça. Faisons grève maintenant ! »

La prolongation de la guerre conduit une partie de la population israélienne qui refuse l'union nationale derrière Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite à une prise de conscience. Mais elle devra se débarrasser de ce gouvernement de massacreurs et mettre fin à une politique qui, depuis la fondation de l'État d'Israël, consiste à écraser un peuple avec lequel il lui faut coexister.

Marc Rémy

## Le projet monstrueux de Trump

Le projet de bâtir une luxueuse riviera sur les ruines de Gaza n'est pas qu'une passagère élucubration de Trump. Le *Washington Post* vient de révéler qu'une brochure, avec des plans, des étapes et des devis détaillés, circule à la Maison Blanche.

Les dirigeants américains et leurs alliés israéliens font donc des plans concrets pour déporter, de gré ou de force, deux millions de Gazaouis. Selon ce projet, ceux qui accepteraient de partir vers la Libye, l'Éthiopie, le Soudan du Sud voire l'Indonésie – les pays nommés dans la brochure – toucheraient un pécule pouvant aller jusqu'à 23 000 dollars. Les autres seraient parqués dans des zones dites sécurisées, c'est-à-dire des camps de concentration.

Ce plan suppose que l'armée israélienne ait pris le contrôle militaire complet de la bande de Gaza après en avoir chassé les combattants du Hamas, ce à quoi elle n'est

pas encore parvenue, malgré deux ans de massacres et de destructions. La bande de Gaza serait ensuite placée sous tutelle américaine, administrée pendant dix ans par un consortium chargé de sa reconstruction, le Great Trust, acronyme anglais de reconstitution, accélération économique et transformation de Gaza. Au bout de dix ans, ce trust transmettrait le pouvoir à une hypothétique « entité palestinienne réformée et déradicalisée ».

Le Great Trust, au capital de 100 milliards de dollars, venus des États-Unis, d'Israël, d'Arabie saoudite ou des Émirats arabes unis, louerait les terres publiques de Gaza pour une durée de

99 ans. Les propriétaires palestiniens expropriés recevraient des bons à échanger contre un appartement dans les futures tours de la riviera, ou une somme d'argent pour solde de tout compte. Le projet prévoit la création d'une vaste zone économique spéciale, pour gérer des hôtels de luxe, des usines de batteries électriques et l'espace maritime au large de Gaza, riche de ses champs de gaz et de pétrole.

Tout est monstrueux dans ce plan visant à régler la question palestinienne en déportant les Palestiniens pour bâtir cette riviera pour les riches. S'il suscite la gêne de certains alliés des États-Unis, il a été imaginé par les dirigeants de la première puissance mondiale avec la collaboration d'un ancien Premier ministre britannique, le travailliste Tony Blair, associé au projet.

Xavier Lachau



# Chine : face à Trump, le grand spectacle de Xi Jinping

Du 31 août au 3 septembre, Xi Jinping a reçu à Tianjin, en Chine, une vingtaine de chefs d'État parmi lesquels les dirigeants russe, indien, turc, iranien, ainsi que le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

L'OCS est une structure mise sur pied par la Russie et la Chine à la fin des années 1990, après l'effondrement de l'URSS, pour tenter de régner ensemble sur l'Asie centrale. Dans les années 2000, leurs dirigeants ont voulu faire de cette structure un pôle régional offrant une alternative à la domination de l'impérialisme occidental. En fait, il existe de nombreuses structures semblables auxquelles participent les pays d'Asie, en fonction des intérêts de leur bourgeoisie. Ainsi l'Inde et le Pakistan ont rejoint l'OCS en 2005 mais l'Inde participe aussi au QUAD, une alliance militaire avec les États-Unis, l'Australie et le Japon qui vise, avec d'autres,

à endiguer la puissance montante chinoise.

Le sommet de l'OCS a été présenté comme celui d'une alliance anti-occidentale ou anti-OTAN, qui représenterait près de la moitié de la population mondiale et un quart du PIB de la planète. En réalité, l'OCS n'est rien d'autre qu'un espace de rencontre entre dirigeants de pays asiatiques, sans que des engagements en résultent. Contrairement à l'OTAN, à la main des États-Unis, il n'existe entre les pays de l'OCS aucun commandement intégré, aucune mutualisation de forces.

Cette réunion de l'OCS a donc surtout été l'occasion pour les dirigeants chinois,

russe et indien de s'afficher. Xi Jinping a ainsi voulu apparaître aux yeux de sa population comme étant au centre du monde. S'adressant aux dirigeants et capitalistes asiatiques, il a dénoncé « la mentalité de guerre froide » des puissances occidentales et parlé « d'élargir le champ de la coopération [...] et endosser ensemble la responsabilité de la promotion de la paix, de la stabilité et de la prospérité dans la région ». Le défilé militaire du 3 septembre, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la libération de la Chine de l'occupation japonaise, devait faire vibrer la corde nationaliste en démontrant aux Chinois la puissance du pays.

Pour Poutine, qui a dénoncé les responsabilités de « l'Occident » dans la guerre en Ukraine mais bien sûr pas les siennes, l'OCS a été une occasion de montrer qu'il n'est pas isolé. Il a pu se mettre en scène, les traducteurs ayant



VLADIMIR SMIRNOV POOL/AFP

Poutine et Modi au sommet de l'OCS.

relayé à la presse ses mots à destination de Xi Jinping et Narendra Modi : « Nous trois, tous amis ! »

Alors que l'Inde et la Chine sont en guerre larvée sur la frontière himalayenne, la présence de Modi à Pékin, une première depuis 2018, est une réponse à Trump et à sa décision de taxer les produits indiens à hauteur de 50 %, pour lui dire que les entreprises indiennes peuvent trouver d'autres débouchés en Asie.

Dans les conflits à venir, les alliances effectives n'auront sans doute que peu de rapport avec l'affichage de Tianjin. Mais alors que les puissances impérialistes occidentales renforcent

le protectionnisme et durcissent les relations internationales, bien des travailleurs et des pauvres, révoltés à juste titre par les guerres et le pillage qu'elles entretiennent pourraient voir dans cette réunion l'amorce d'une alternative à leur domination. C'est d'ailleurs ce que cherche le régime chinois, en particulier, en en appelant à l'ONU et à l'OMC, dont les États-Unis veulent dorénavant se passer. De sa part, c'est de bonne guerre. Mais, pour les travailleurs, le problème n'est pas de changer de maîtres et d'exploiteurs, il est de s'en libérer, sans se laisser abuser par le spectacle qu'ils donnent.

Serge Benham

# Inde : la traque des immigrés et des musulmans

Depuis son arrivée au pouvoir en 2014, le gouvernement Modi n'a cessé de s'en prendre violemment aux travailleurs immigrés, en particulier aux Bangladais musulmans, ainsi qu'à la minorité indienne musulmane.

Les membres de son gouvernement, les dirigeants de son parti, ainsi que des centaines de chaînes d'information dépendantes financièrement de l'État, se concurrencent pour se faire les relais de cette politique et attiser la haine.

Cette campagne a pris un tour encore plus brutal depuis l'attentat du 22 avril au Cachemire indien, revendiqué par un groupe islamiste, et surtout après les quatre jours d'affrontements militaires qui ont suivi, début mai, entre l'Inde et le Pakistan.

Depuis, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont été arrêtés et expulsés vers le Bangladesh. Nombre d'entre eux sont de nationalité indienne, et presque tous musulmans. La plupart sont des travailleurs migrants de l'intérieur : maçons, terrassiers, mineurs, nettoyeurs, vendeurs ambulants... Et même lorsqu'ils présentent des documents

prouvant leur nationalité indienne, la police les leur confisque avant de les expulser au Bangladesh, souvent après les avoir rackettés, frappés ou menacés de mort s'ils revenaient. Certains, dont des réfugiés rohingyas, ont même été jetés à la mer depuis des navires de la marine indienne, près des côtes du Bangladesh ou de la Birmanie.

En les qualifiant d'« agents infiltrés » ou de « termites », et en appelant aux armes contre eux, Modi et son parti encouragent les bandes d'extrême droite nationalistes hindoues. Dans certains États, celles-ci se mobilisent, passent à tabac des travailleurs musulmans ou parlant le bengali, organisent elles-mêmes des contrôles d'identité et participent, avec les autorités, à la destruction au bulldozer de leurs habitations, commerces et mosquées. Ainsi, en s'appuyant sur la force de l'État, le gouvernement Modi organise la terreur contre

une partie de la population.

Modi et son parti préparent ainsi les élections de l'an prochain. Ils tentent d'embrigader ceux qui, dans la population indienne, en viennent à accepter qu'on leur désigne les immigrés ou les musulmans comme responsables de leurs maux. Mais la brutalité des expulsions, menées en toute illégalité, sert aussi à renforcer l'autoritarisme de l'État, tout en mobilisant les troupes de choc des ultranationalistes hindous. Dans un pays où les masses populaires sont

frappées par la misère et le sous-développement, Modi accroît ainsi les moyens dont disposent les exploiters capitalistes pour maintenir leur domination. Enfin, ce déchaînement de violence nationaliste et antiouvrière est aussi une préparation pour de véritables guerres avec les pays voisins, le Pakistan surtout. Mais peut-être aussi le Bangladesh, avec qui les tensions s'accroissent depuis la chute il y a un an de la Première ministre Sheikh Hasina, alliée de Modi, et la mise en place d'un gouvernement

dirigé par le Prix Nobel de la paix Muhammad Yunus, qui alimente de son côté les sentiments anti-indiens.

En Inde, au Bangladesh et au Pakistan, les travailleurs et les masses pauvres, quelle que soit leur nationalité, leur religion ou leur statut, et au-delà de frontières qui les ont artificiellement séparés, auront à trouver la voie de ce qui les unit face à leurs dirigeants et à ceux qui les exploitent, et qui se préparent à les mener à nouveau à l'affrontement.

Luca Dibeo



DNA INDIA

Réfugiés rohingyas.

## Mayotte : Valls, une tournée de caporal

**Lundi 1<sup>er</sup> septembre, ceux qui attendaient une réelle reconstruction de Mayotte se demandaient à quoi rimait une nouvelle visite du ministre Valls, alors que, neuf mois après le passage du cyclone Chido, le gouvernement n'a accouché que de paroles creuses.**

La majorité des établissements scolaires ne peuvent fonctionner correctement par manque de personnel, de moyens matériels ou à cause de la dégradation des locaux. Des écoles restent fermées ou fonctionnent au ralenti, par rotation, une classe le matin, puis une autre l'après-midi. Des enfants âgés de 3-4 ans ne pourront pas être inscrits.

Les élèves comme l'ensemble des habitants subissent les coupures d'eau jusqu'à trois jours par semaine. La sécheresse est loin d'en être la première cause. Ainsi, depuis le 27 août, l'usine de dessalement de Petite-Terre a été confrontée à une série « d'incidents techniques », réduisant fortement sa production et étendant la pénurie jusqu'à Mamoudzou. En fait, comme pour tout le circuit de l'eau, dégradé et vieillissant, c'est le manque d'investissement et de personnel d'entretien qui provoque des pannes et une situation intolérable.

Le jour même de l'arrivée de Valls, le manque de contrôleurs aériens perturbait pour plusieurs jours les rotations entre Mayotte et La Réunion.

En août, les travailleurs de la direction des transports maritimes s'étaient

mis en grève contre les menaces que l'arrivée de Transdev dans la billetterie fait peser sur leur emploi.

L'île est submergée de déchets qui ne sont toujours pas évacués. « On n'en peut plus, c'est vraiment difficile avec toute cette poussière. Tous les jours on est là, les déchets continuent à arriver, ça ne s'arrête pas », constatait un travailleur. Méprisant ce travail de forçat

urgent et socialement utile, Valls rétorque qu'il y aura des solutions mais « *Tout ça prend du temps, il reste encore beaucoup à faire* » !

L'intersyndicale avait appelé les salariés du privé et les agents publics à cesser le travail et à interpeller Valls le 1<sup>er</sup> septembre pour l'« *alignement immédiat et sans condition des droits* » et pour dénoncer une « *sous-citoyenneté inacceptable* » qui perdure sur le territoire. Mais, bien sûr, la demande d'audience a été ignorée et la police était là pour interdire aux quelques dizaines de manifestants de s'adresser à sa seigneurie.

Valls avait choisi de commencer sa tournée en rencontrant les 120 nouveaux arrivés à la direction territoriale de la police nationale, administration spécialement déconcentrée pour les outre-mers depuis 2020. L'ex-« premier flic de France » se félicite du fait que nombre des nouveaux venus sont originaires de Mayotte, un avantage indéniable pour des missions de renseignement territorial...

Le gouvernement met en place à Mayotte un réseau de policiers et de militaires, complété sous peu par des auxiliaires

mahorais. Les premières victimes sont les sans-papiers systématiquement expulsés, le plus souvent au mépris de leurs droits. Mais c'est toute la population que les autorités veulent accoutumer aux contrôles permanents, à l'omniprésence des militaires et à la délation.

En revanche, Valls promet que les capitalistes vont pouvoir prospérer sur l'île car « *l'argent arrive, la loi a été votée* ». Les travailleurs et la population pauvre de Mayotte, eux, devront se battre pour obtenir leur dû.

**Charlotte Dauphin**

## Sages-femmes en lutte

**Depuis le 14 août, les sages-femmes du centre hospitalier de Mayotte sont en droit de retrait pour exiger des moyens humains supplémentaires.**

Sur les 120 postes nécessaires pour faire fonctionner les maternités des deux îles, seuls 60 sont pourvus, et encore avec le renfort temporaire de soignants de la réserve médicale. En conséquence, une sage-femme suit 24 patientes par jour, contre 15 en métropole.

Semaines de 50 heures, gardes multipliées, urgence permanente... les conditions sont telles que les sages-femmes disent « *vivre un enfer* ». Au manque de personnel, s'ajoute un manque de moyens révoltants. Faute

de chambres suffisantes, des femmes sont installées sur des brancards, cachées par des draps. Certaines doivent même accoucher dans les couloirs. Alors qu'on compte environ 10 000 naissances par an sur l'île, deux maternités annexes ont fermé depuis deux ans. Alors les patientes affluent à Mamoudzou, à Dzoumogné et à Kahani.

Les soignants dénoncent désormais l'insalubrité de ce centre annexe, déjà délabré avant le cyclone Chido : pas de climatisation, des faux



MAYOTTE HEBDO

plafonds aux moisissures apparentes et des chauves-souris dans les salles de naissance ! Les 1 400 accouchements se font sans gynécologue, ni anesthésiste, un manque de personnel et de moyens qui met en danger la vie des femmes et des enfants. À Mayotte, la mortalité infantile est de 9,8 pour 1 000 naissances, plus

du double du taux dans l'Hexagone.

Dans ce département qui est le plus pauvre de France, c'est dès la naissance que l'État montre le mépris qu'il a pour la population. La mobilisation des sages-femmes est une réponse à ces conditions de travail indignes, pour elles et pour les parturientes.

**Tania Lemel**

## Prisons pour mineurs : une jeunesse brisée

**La contrôleur générale des lieux de privation de liberté a demandé « la fermeture, au moins partielle » de l'établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM) de Marseille, en raison des conditions de détention catastrophiques.**

Dans cette prison, conçue pour héberger 59 jeunes garçons de 13 à 18 ans, les murs des cellules sont d'une saleté repoussante, les matelas en mauvais état se limitent parfois à « *un morceau de mousse sans housse et sans drap* ». Manque de produits d'hygiène, nourriture insuffisante, manque de professeurs, d'éducateurs, des surveillants trop peu nombreux ou « *démobilisés* » par des conditions de travail trop dégradées :

cette situation conduit, selon le rapport de la contrôleur, à un « *surenferme-ment* », 23 heures sur 24 en cellule. Cela déclenche aussi des violences qui peuvent se terminer par une « *mise en grille* » : dans un local fermé par des barreaux, sans possibilité de s'asseoir, sans eau, sans toilettes, l'adolescent puni peut rester jusqu'à cinq heures d'affilée.

Mis au pied du mur, le ministre de la Justice Darmanin a annoncé la fin de

cette punition illégale tout en ajoutant que les jeunes eux-mêmes étaient responsables de nombreuses dégradations. Mais comment imaginer que des jeunes, déjà bien abîmés par la vie, puissent s'améliorer derrière des barreaux sans l'éducation à laquelle ils devraient avoir droit et sans espace ?

La « *protection de l'enfance placée sous la main de la Justice* » revendiquée par Darmanin, qui voulait, il y a peu, durcir la justice des mineurs, donnera sûrement bien d'autres occasions aux contrôleurs de dénoncer des scandales.

**Sylvie Maréchal**



CYRIL SOLLIER LA PROVENCE

L'EPM de Marseille.

## Inflation : ralentissement en trompe-l'œil

« Bonne nouvelle pour le pouvoir d'achat des Français », commentait le journal *Les Echos* du 29 août en publiant le chiffre de l'inflation de l'Insee, + 0,9 % par rapport à août 2024. Et il faudrait s'en réjouir.



Les mêmes commentateurs – ou leurs semblables – s'interrogent de ce fait sur les raisons de la stagnation, et même de la baisse de la consommation des « ménages », comme disent les économistes. En ces temps d'incertitude, ceux-ci épargnent davantage, répond l'un d'entre eux, pas même conscient de son étroitesse de vue. Épargnent ceux qui peuvent, en effet, mais dans les familles populaires, on n'en a pas souvent les moyens, tant les dépenses

courantes, obligatoires, ont déjà grevé le budget.

Car non seulement les prix de l'alimentation ont connu une hausse de 20 à 25 % depuis janvier 2022, selon un graphique de *Que Choisir*, atteignant des sommets sans discontinuer depuis août 2023, mais rien n'indique qu'ils s'apprentent à redescendre. Et sur la même période, les salaires n'ont pas suivi, loin de là : le smic, lui, n'a augmenté que de 12 %. La perte de pouvoir d'achat des salariés, de ceux

qui touchent une pension ou une allocation, est donc énorme et ce ne sont pas des petites compensations comme la prime de rentrée scolaire qui risquent de combler le manque à gagner !

En fait de rentrée, les parents ont pu constater que tout avait augmenté, des fournitures (+ 7,1 % en 2025 selon la Confédération syndicale des familles) aux fruits et légumes, en passant par le forfait Imagin'R des transports pour les jeunes en Île-de-France. Il faut vraiment vivre hors sol pour ne pas comprendre pourquoi, sur les dépenses « d'habillement, d'équipement du foyer et de restauration hors domicile », celles auxquelles on peut surseoir quand on ne peut faire autrement, les familles de travailleurs doivent se serrer la ceinture.

Une situation tout à l'opposé de celle des 500 plus grosses fortunes du pays vautreées dans leur édredon de 1 100 milliards d'avoirs, amassés grâce au travail de plusieurs générations ouvrières.

Viviane Lafont

## Nestlé : éthique en toc

Le directeur général de Nestlé, qui travaillait dans cette multinationale de l'agro-alimentaire depuis quarante ans, vient d'être licencié avec effet immédiat « en violation du code de conduite des affaires de Nestlé » a précisé le président du groupe.

En effet, « les valeurs de Nestlé constituent les fondements solides de notre entreprise » a ajouté le président, qui reproche à ce haut cadre une « relation amoureuse non déclarée [à l'entreprise] avec une subordonnée directe ».

On sait comment Nestlé a menti sur la qualité de l'eau, vendue à des millions de gens au prix de l'eau minérale et combien cela a été bénéfique

à la « conduite des affaires » et à la consolidation des bénéfices. On sait aussi que la vente des lasagnes à la viande de cheval étiquetées comme du bœuf a été appréciée par les actionnaires. Plus anciennement, le lait infantile en poudre commercialisé par Nestlé dans des pays pauvres où l'accès à l'eau potable est restreint a entraîné la mort de nombreux nourrissons.

Tous ces faits faisaient s'interroger sur les « valeurs » de Nestlé. Mais on est maintenant rassurés : ses responsables sont sanctionnés sans pitié en cas de relations amoureuses inappropriées !

L. D.

## Bayrou : le bureau qui cache la forêt

Bayrou est épinglé pour les 40 000 euros que va coûter la réfection de son bureau de maire, à Pau, qu'il retrouvera probablement bientôt. Il ne s'applique pas à lui-même la rigueur qu'il prêche aux classes populaires !

Bayrou n'est encore qu'un paratonnerre dont

le rôle est de protéger les gros capitalistes de la colère des travailleurs. 40 000 euros sont de la menue monnaie pour les bourgeois comme Bernard Arnault, dont le plein de carburant pour son yacht coûte plus de 100 000 euros...

E. G.

## La Barre Thomas – Rennes : la dictature des trusts

À l'usine de la Barre Thomas à Rennes, propriété du groupe Continental, 250 travailleurs fabriquent des pièces en caoutchouc et plastique pour l'industrie automobile. Si l'usine a employé jadis jusqu'à 3 000 travailleurs, elle a été revendue cinq fois au cours des 25 dernières années, avec une diminution drastique des effectifs.

Cette fois, en suspendant

ses commandes à la Barre Thomas, Stellantis lui a fait perdre son principal donneur d'ordres, tandis que Continental, le propriétaire actuel, vient d'annoncer sa revente au fonds d'investissements Regent.

Regent est une holding internationale qui investit dans les secteurs de l'automobile, de la consommation, des technologies et des médias. Parmi ses sociétés en

portefeuille figurent Bally, DIM Paris, Playtex, Lydech, Foundry et TechCrunch. Son siège social est situé à Beverly Hills, en Californie. Ce fonds, qui a déjà 20 000 travailleurs sous sa coupe, se prépare donc à absorber OESL, une entité de 16 000 salariés et 35 sites créée par Continental afin de se débarrasser d'usines, situées de par le monde, dont le groupe estime qu'elles ne lui rapportent pas assez. Bien sûr, les travailleurs concernés n'ont eu aucune voix au chapitre dans cette nouvelle revente.

Il faudra bien mettre fin à cette dictature de trusts qui ont le pouvoir d'acheter et de revendre des milliers de travailleurs comme de vulgaires marchandises !

Correspondant LO

## Dans les bulletins Lutte ouvrière



### Télébazar

Désormais, le nouveau mode de télétravail s'applique : il faut revenir un jour de plus au bureau. Déjà, certains d'entre nous n'ont pas eu le choix dans leurs jours de présence, mais en plus, rien ne garantit

qu'on ait assez de place pour tout le monde. Sans compter que l'application censée gérer le télétravail n'est toujours pas prête. Ce sera peut-être la goutte d'eau...

### Toujours pas d'accord

La nouvelle organisation du télétravail a débuté hier. Comme elle nous a prévenus de ce changement il y a plusieurs mois, la direction s'est targuée d'être « souple ».

Mais pour nous, elle remet en cause notre organisation et notre mode de vie. Alors sa souplesse...

Renault Technocentre  
- Guyancourt

### Gagnant-gagnant... pour le patron !

Il y a une dizaine d'années, un accord honteux, dit « de compétitivité », a été signé. À cette occasion, pour faire passer la pilule de la suppression de 12 jours de RTT, la direction s'était engagée à mettre en place une cantine dans l'atelier. Mais aujourd'hui, elle a décidé de supprimer la fourniture

de plats chauds dans cette cantine d'atelier pour mettre à la place des distributeurs de sandwiches, sous prétexte qu'il n'y a pas assez de plats vendus. Comme disaient nos signeurs fous à l'époque, c'est un accord gagnant-gagnant ! Encore bravo à eux ?

Astemo - Angers



## Saint-Gobain PAM : une journée de grève massive

Suite à l'annonce par la direction de Saint-Gobain PAM, juste avant les vacances, de la remise en cause des avantages propres à l'entreprise, l'ensemble des organisations syndicales, CGT, FO, CFDT, CFTC et CFE-CGC, appelait à une journée de grève mardi 2 septembre.

À Pont-à-Mousson, en Meurthe-et-Moselle, la grève a été suivie par la quasi-totalité du millier de salariés, dans les différents sites industriels, et suivie également dans les bureaux, car tous sont visés, y compris les cadres. Les grévistes sont venus à plusieurs centaines devant l'entrée principale de l'usine de Pont-à-Mousson,

montrant par leur présence le rejet unanime que suscite le plan de la direction, appelé « pacte social », qui vise à reprendre 7 millions d'euros aux salariés sous prétexte de financer la décarbonation de la production

Bien des travailleurs ne voient plus quel intérêt ils auraient à continuer à travailler dans le bruit et la

poussière avec simplement le salaire de base, la perte annuelle estimée étant de l'ordre de 3 000 euros.

Cette attaque a d'autant plus surpris par sa violence que la direction de Saint-Gobain PAM avait fait état de bons résultats pour 2024 et que Saint-Gobain, dont PAM est une filiale spécialisée dans la production de tuyaux en fonte et de plaques de voirie, affiche année après année des résultats financiers record.

Pour le moment, beaucoup de travailleurs espè-



Les grévistes devant l'usine de Pont-à-Mousson.

rent qu'avec l'ampleur de la grève la direction va revenir sur une partie de ses annonces, tout en craignant qu'en fin de compte il en reste de toute façon un recul majeur. Une réunion avec les syndicats était prévue le

3 septembre

Face au groupe Saint-Gobain, les travailleurs de PAM ne sont pas sans moyens, avec une usine qui a actuellement de grosses commandes de tuyaux de grands diamètres.

Correspondant LO

## Hôpital de la Croix-Rousse – Lyon : saignés à blanc

Sans attendre l'adoption de son budget d'austérité, le Premier ministre Bayrou a donné ses instructions, dès avril, dans une circulaire aux agences régionales de santé.

Il s'agit d'imposer « efficacité » et « performance » dans les hôpitaux, c'est-à-dire faire plus de rentrées d'argent avec moins de moyens humains.

À l'hôpital de la Croix-Rousse, à Lyon, les périodes estivales sont depuis longtemps synonymes de fermetures de lits, voire de services entiers, ce qui diminue l'offre de soins. Cela vise à ne pas remplacer les travailleurs hospitaliers en congés. Mais, cet été, des lits ont été fermés dès le mois de juin par manque de personnel dans les services de maladies infectieuses, de médecine interne ou d'hépatogastrologie.

La direction de l'hôpital cherche à diminuer ses

dépenses en réduisant le personnel : la majorité des services fonctionne avec du personnel ayant des roulements en douze heures, en alternance jour et nuit. Dans le service de médecine interne, où ce n'était pas encore le cas, la direction ferme administrativement un étage, puis simule une réouverture de service pour imposer à l'équipe paramédicale le passage en douze heures. Avec les douze heures, les salariés doivent porter sur chaque poste deux fois plus de sacs de linge, de poubelles... La fatigue s'accumule et l'alternance du travail de jour puis de nuit ne permet pas de récupérer, surtout en période de canicule.

Pour faire des économies, les pools de remplacements de médecine et de chirurgie ont été fusionnés. La direction compte sur l'auto-remplacement du personnel et bouche les trous au jour le jour. Résultat : aides-soignantes, secrétaires, infirmières, femmes de ménage sont envoyées dans des services autres que celui auquel elles sont affectées, évidemment sans formation et sans être prévenues au préalable.

Dans les secrétariats, les absents ne sont pas remplacés et il peut parfois y rester une seule secrétaire au lieu de sept. Les tâches indispensables sont alors réparties et imposées en plus du travail dans les autres secrétariats, où il manque aussi du personnel. Aux ambulances, les travailleurs ont appris par une note de service que, dès la rentrée, la direction veut leur faire réaliser des transports dans toute la couronne lyonnaise, et plus seulement vers les Hospices civils de Lyon. Leur travail serait ainsi totalement modifié, sans personnel supplémentaire.

La politique d'austérité a déjà des conséquences criminelles depuis des années dans le secteur hospitalier. Les nouvelles économies annoncées, dont on ne voit de fait que le début, vont encore aggraver une situation déjà désastreuse.

Correspondant LO



Le service de réanimation.

## Vers la médecine de guerre ?

Un article du *Canard enchaîné* du 26 août a fait du bruit en révélant le contenu d'une lettre du ministère de la Santé aux agences régionales de santé (ARS), demandant la mise en place d'un vaste plan de traitement de futurs blessés de guerre à l'échelle du territoire.

Dans ce courrier, il est demandé aux ARS de planifier d'ici à mars 2026 des centres médicaux capables de prendre en charge jusqu'à 500 000 blessés de guerre. Le texte ajoute qu'il faut d'ores et déjà préparer le personnel des hôpitaux « aux contraintes d'un temps de guerre marqué par la raréfaction des ressources, l'augmentation des besoins et la survenue d'éventuelles rétroactions sur notre territoire ». Il faut sans doute comprendre la dernière partie de la phrase comme des actes de guerre qui seraient commis sur le territoire français en représailles à une intervention militaire française à l'étranger.

Suite à ces révélations, la ministre de la Santé, Catherine Vautrin, a voulu rassurer en prétendant qu'il s'agissait d'une démarche habituelle et normale, pour « anticiper les crises et leurs conséquences » a-t-elle dit. En réalité, depuis quelques années, de tels plans envisageant une guerre « de haute intensité » se sont multipliés à tous les

niveaux de l'État et des services publics. Il y a un an et demi, une convention a été mise en place entre l'armée et le ministère des Transports pour préparer la possibilité d'envoyer massivement aux frontières et au-delà, en « moins de 120 heures », des troupes, des trains de munitions et des chars d'assaut. Et puis, avant tout autre chose, il y a la croissance considérable des budgets militaires.

Pour l'instant, les ministères et l'état-major ne savent sans doute pas eux-mêmes quelle guerre ils préparent, contre qui et encore moins quand elle pourrait éclater. Macron aime désigner Poutine et la Russie comme si les chars russes allaient déferler sur Paris. Cette propagande sert avant tout de prétexte pour justifier l'augmentation des dépenses d'armement que le gouvernement fait payer à la population.

Mais cette directive aux hôpitaux confirme qu'il envisage aussi très sérieusement de se servir de son arsenal.

Pierre Royan

# SNCF – Paris Saint-Lazare : **protestation réussie**

À Paris Saint-Lazare, comme ailleurs, les cheminots sont plongés dans le processus d'« ouverture à la concurrence ».

Fin mai, il a été annoncé que c'est une filiale SNCF (SVCO = SNCF Voyageurs « Cœur Ouest ») qui va exploiter, à partir de décembre 2026, la ligne L, qui transporte chaque jour 300 000 voyageurs en banlieue parisienne.

Environ 900 travailleurs sont susceptibles d'être transférés dans la nouvelle filiale, et plus de 2 000 autres seront touchés par des réorganisations suite au départ des premiers.

Depuis début août et jusqu'à fin octobre, ces

3 000 travailleurs sont appelés à se porter « volontaires » pour être transférés à la nouvelle filiale. En cas de manque de « volontaires », certains seront désignés, avec la menace de perdre leur emploi en cas de refus.

Les cheminots sont, pour beaucoup, scandalisés devant le peu d'informations donné par la direction. Courant août, celle de la filiale a commencé à organiser des « forums » où les travailleurs pouvaient poser leurs questions et s'entendre répondre : « je note ». Dans ces forums, la nouvelle direction a annoncé des reculs brutaux : une heure d'amplitude supplémentaire de travail par jour et une diminution des primes pour les conducteurs, suppression de jours de repos pour les contrôleurs, attaques sur le

paiement des astreintes et des fusions d'équipes au Matériel, etc.

La colère a entraîné un appel à la grève le lundi 1<sup>er</sup> septembre, jour où la direction prévoyait un nouveau forum. L'appel a été bien relayé, et, craignant de se faire chahuter, la direction a courageusement... annulé le forum quelques jours auparavant. Cette annulation était accompagnée d'une communication contre les grévistes, les accusant de prendre en otage les pauvres voyageurs désirant faire leur rentrée.

La grève a bien marché et 90 travailleurs (conducteurs, contrôleurs, agents d'escala) se sont réunis en assemblée générale. Ils sont allés ensuite interpeller la nouvelle direction et réclamer au minimum le maintien

des conditions de travail actuelles pour tous les travailleurs, transférés ou non à la filiale. La conscience qu'une journée de grève ne suffira pas à s'opposer aux attaques de la direction était partagée par tous, et c'est assez naturellement que les mains se sont levées pour voter une suite du mouvement pour le 10 septembre. Les attaques du gouvernement et celles de la direction SNCF ne sont en effet que deux facettes d'une attaque générale contre le monde du travail.

La préoccupation d'un lien avec les autres travailleurs et de s'adresser aux autres services et aux autres cheminots des grandes gares est donc bien présente dans les têtes. Ce combat n'en est qu'à son début.

**Correspondant LO**



Interpellation de la direction sur la ligne L lundi 1<sup>er</sup> septembre.

# Thales Alenia Space – Toulouse : ils nous rendent malades

À Thales Alenia Space, où l'on fabrique des satellites, la direction a annoncé des suppressions d'emplois fin 2024 : elles seront plus de 1 200 en Europe, dont presque 1 000 en France.

Dans les différents établissements, c'est la pression à tous les niveaux : pour faire partir les travailleurs,

mais aussi pour faire faire le travail à ceux qui restent ! Car il y a du travail comme ce n'est pas possible, au point même que la direction a gelé son plan en mai. Et si la santé des actionnaires va aussi bien que leur portefeuille, ce n'est pas le cas des salariés qui triment pour pallier le sous-effectif,

stressent pour leur gagne-pain et trinquent dans tous les cas.

Le seul remède à cette situation sera dans l'action collective, comme les travailleurs de Thales l'ont déjà prouvé en se mobilisant en début d'année pour les salaires.

**Correspondant LO**



LA TRIBUNE TOULOUSE

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse**, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Grande-Bretagne : les migrants pris comme boucs émissaires

Depuis la mi-juillet, en Grande-Bretagne, des rassemblements xénophobes ont eu lieu tous les week-ends devant des hôtels hébergeant des demandeurs d'asile. La colère sociale, manipulée par l'extrême droite, trouve ainsi un exutoire qui arrange bien la classe dirigeante.

Début juillet à Epping, au nord-est de Londres, un réfugié a été accusé de harceler sexuellement une adolescente de la localité. La police a fait son enquête mais cela n'a pas suffi à l'extrême droite, qui s'est emparée de l'affaire pour mener une agitation nationale contre tous les migrants. Non seulement ceux-ci mettraient en danger les enfants, mais ils seraient privilégiés par rapport à la population née en Grande-Bretagne puisque l'État met un toit au-dessus de leur tête. Comme si vivre avec l'équivalent de neuf euros par jour sans avoir le

droit de travailler était une bénédiction !

Les regroupements de cet été, gros de dizaines voire de centaines de personnes, n'ont pas débouché sur la même violence qu'il y a un an, lorsque le meurtre de trois fillettes à Southport et les rumeurs l'entourant avaient conduit à des émeutes. Mais on retrouve à l'initiative la même nébuleuse fascisante, toujours prête à utiliser les mécontents, de plus en plus nombreux à mesure que la crise s'aggrave, comme masse de manœuvre, et à détourner leur rage.

Comme l'an passé, le démagogue Nigel Farage et son parti Reform UK, qui ont fait du rejet des étrangers leur fonds de commerce, tentent d'occuper le terrain, au point d'appeler désormais à des « déportations de masse ». Et, comme l'an passé, le Parti conservateur n'est pas en reste, s'affichant aux côtés des agitateurs racistes, drapeau anglais ou britannique à la main.

Mi-août, répondant favorablement à une demande du conseil municipal conservateur d'Epping, la justice a sommé l'hôtel visé par les premiers rassemblements de ne plus héberger de demandeurs d'asile, encourageant des dizaines d'autres conseils municipaux à engager la même procédure antimigrants. Cette décision, véritable victoire

## Migrants : les dirigeants européens naufrageurs

Au moins 69 migrants sont morts le 26 août dans le naufrage d'une embarcation au large de la Mauritanie. Encore n'est-ce là qu'un premier bilan car on retrouve chaque jour de nouveaux cadavres.



Après un naufrage au large de la Mauritanie.

Lors du départ de cet es- quif, une semaine plus tôt sur les côtes de Gambie, il y avait 160 personnes à bord.

Des dizaines de milliers de personnes ont péri noyées ces dernières années sur cette route maritime qui part du Sénégal, de la Gambie et de la Mauritanie pour rejoindre l'archipel espagnol des îles Canaries. Venus de toute l'Afrique, les migrants embarquent sur des pirogues surchargées dans l'espoir de rejoindre l'Europe pour fuir la misère et de pouvoir aider leurs familles restées au pays. Pour éviter les patrouilles de garde-côtes ou l'avion de

Frontex, ils sont incités à s'éloigner des côtes, prenant ainsi le risque de se perdre. La moindre panne de moteur ou le manque de carburant peuvent transformer la traversée en drame. Ces contrôles incitent d'autre part les migrants à embarquer de plus en plus au sud, certains désormais jusqu'en Guinée, ce qui accroît d'autant la longueur du trajet et le risque d'y laisser sa vie.

Les grandes puissances européennes ont du sang sur les mains dans cette tragédie, et pas seulement parce qu'elles sont responsables de la misère qui pousse une partie de

la jeunesse à prendre tous les risques pour quitter le continent africain. Les accords qu'elles passent avec les pays d'Afrique pour, comme disent les dirigeants de l'Union européenne, « externaliser le contrôle des flux migratoires » sont une véritable incitation à la violence à l'encontre de celles et ceux qui tombent entre les mains des forces de répression de ces pays, garde-côtes, police, armée. En mars 2024 l'Union européenne a ainsi versé 210 millions d'euros au gouvernement mauritanien à la signature d'un accord dit de « partenariat migratoire ». Pourtant, l'organisation Human Rights Watch, en s'appuyant sur des centaines de témoignages, a dénoncé les actes de torture, les viols, les privations de nourriture infligés par les autorités mauritaniennes entre 2020 et 2025 à l'encontre des migrants tombés entre leurs mains et enfermés dans des centres de rétention.

Ces actes de barbarie et tous ces morts en mer ne gênent en rien les prétendus démocrates qui dirigent les pays riches. On peut même dire qu'ils leur conviennent, comme tout ce qui peut faire craindre aux migrants de prendre la route de l'Europe.

Daniel Mescla



Rassemblement en soutien aux migrants, au sud de Londres, le 23 août.

morale pour l'extrême droite, a depuis été suspendue. Mais les réactionnaires ne désarment pas et le sort des 30 000 réfugiés parqués dans près de 200 hôtels reste incertain.

En effet, où qu'ils soient hébergés, les réfugiés deviennent des cibles. Par électoralisme, le gouvernement du travailliste Starmer présente lui aussi l'immigration comme un problème. En traitant les migrants comme des objets d'échange avec la France, en annonçant le 1<sup>er</sup> septembre un durcissement du regroupement familial, le Labour, son parti, apporte de l'eau au moulin de l'extrême droite, dont l'avance croît régulièrement dans les sondages.

Le 13 septembre, le na-

tionaliste anglais Tommy Robinson, sorti de prison fin juillet et soutenu par Elon Musk, appelle à une manifestation pour la « liberté d'expression », en fait pour le droit de faire des migrants des victimes expiatoires.

Ce nationalisme réactionnaire condamne une fraction des classes populaires à vivre dans la peur et toute la classe ouvrière à la division et à l'impuissance. Fort heureusement, des manifestations antiracistes ont lieu, même si cela ne suffira pas. La vraie responsable de la crise est la bourgeoisie, et contre elle l'union entre travailleurs au-delà des différences sera la meilleure arme.

Thierry Hervé

## Un stand Lutte ouvrière à la fête de l'Humanité

Les 12, 13 et 14 septembre, Lutte ouvrière sera présente à la Fête de l'Humanité, près de Brétigny-sur-Orge dans l'Essonne.

Le stand, place Agnès-Varda, accueillera une librairie, des expositions politiques et des débats y seront organisés tous les jours :

- **Vendredi à 19 h 30 et samedi à 14 h 30**
- **Avec Nathalie Arthaud, samedi à 19 heures**
- **Avec Jean-Pierre Mercier, dimanche à 14 h 30**

